

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Pouvoir adjudicateur

ÉTAT - Ministère de la Transition Écologique

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du
logement de Bretagne

Objet de la consultation

Contrôle extérieur des dossiers d'études ou des dossiers de consultation des
entreprises réalisés dans le cadre des projets routiers de la DREAL Bretagne

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 01/02/2021 à 12 h 00 (heure locale de l'adresse
du RPA)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	<u>3</u>
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	<u>3</u>
2-1. Définition de la procédure.....	<u>3</u>
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>3</u>
2-3. Nature de l'attributaire.....	<u>3</u>
2-4. Variantes.....	<u>4</u>
2-5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	<u>4</u>
2-6. Cadre de la négociation.....	<u>4</u>
2-7. Durée du marché et délais d'exécution.....	<u>4</u>
2-8. Modifications de détail au dossier de consultation.....	<u>4</u>
2-9. Délai de validité des offres.....	<u>4</u>
2-10. Propriété intellectuelle.....	<u>4</u>
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	<u>4</u>
2-12. Clauses sociales et environnementales.....	<u>5</u>
ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	<u>5</u>
3-1. Solution de base.....	<u>5</u>
3-2. Variantes.....	<u>7</u>
ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	<u>8</u>
4-1. Sélection des candidatures.....	<u>8</u>
4-2. Jugement et classement des offres.....	<u>8</u>
4-3. Nombre de candidats retenus et attribution des bons de commandes.....	<u>10</u>
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	<u>11</u>
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	<u>11</u>
5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	<u>12</u>
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	<u>13</u>

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

Les prestations concernent :

le contrôle extérieur des dossiers d'études ou des dossiers de consultation des entreprises (DCE) réalisés dans le cadre des projets routiers de la DREAL Bretagne

Les droits patrimoniaux (de représentation et de reproduction) attachés à la propriété intellectuelle feront l'objet d'une concession (option A) selon les modalités précisées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : réseau routier national de la région Bretagne

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre multi-attributaire à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP. Le nombre maximum d'attributaires sera de **trois (3)**.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur, pour l'exécution du marché.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques,

l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Variantes

Sans objet.

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

2-6. Cadre de la négociation

Sans objet.

2-7. Durée du marché et délais d'exécution

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution des bons de commandes sont fixées dans l'acte d'engagement.

2-8. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-10. Propriété intellectuelle

L'option A du CCAG est retenue dans les conditions définies à l'article 6 du CCAP.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Sans objet.

S'agissant de la clause environnementale

Les livrables seront transmis au maître d'ouvrage obligatoirement sous forme dématérialisé, sauf dans les cas particuliers pour lesquels une version papier sera nécessaire. Ces cas particuliers seront précisés par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du pouvoir adjudicateur. Toutefois cette dernière se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Solution de base

3-1.1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis d'appel à la concurrence envoyé à la publication ;
- Le présent règlement de la consultation ;
- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après, à compléter ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- La/Les pièce(s) non contractuelle(s) destinée(s) au jugement de l'offre ;

3-1.2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier :

- **Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat** qui sont précisées dans l'avis de marché.

dans un autre sous dossier :

- Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- Le bordereau des prix : cadre ci-joint à compléter sans modification ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre du bordereau des prix.

- Les documents explicatifs

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :

- Une note méthodologique indiquant les principales mesures prévues pour assurer la mission, les modalités de contrôle et de cohérence proposées pour réaliser les prestations, l'adéquation entre les temps passés et la teneur des contrôles. Le candidat explicitera les modalités mises en œuvre pour contrôler les dossiers, présentera les grilles et fiches de contrôles utilisées. Les délais de rendu de remise de rapports seront précisés, que ce soit pour les dossiers que les sous-dossiers. De plus, le candidat devra expliciter de façon claire et détaillée le fonctionnement du contrôle interne mis en œuvre pour réaliser le contrôle extérieur demandé : description du plan de contrôle interne amont à chaque production et des différentes phases de contrôles (autocontrôle, vérification, approbation), description des modalités et moyens humains mis en place pour assurer la lecture globale et transversale par un tiers, hors équipe de production des différents avis techniques. Ce contrôle interne devra être systématique avant tout rendu du contrôle extérieur de chaque dossier ou sous-dossier, et ce quel que soit le type de contrôle demandé.

Pour ce faire, des dossiers d'études ou des dossiers de consultation des entreprises du projet d'aménagement de la RN164 dans le secteur de Merdrignac section Est sont détaillés en annexes du DCE et serviront d'exemples pour que le candidat puisse apprécier les caractéristiques des dossiers à contrôler, qui ne sont pas encore produits. Par ailleurs, le candidat mettra en avant l'ensemble des compétences techniques et pluridisciplinaires mobilisables dans le cadre de l'accord-cadre (géométrie de la route, ouvrages d'art, géotechniques, hydrauliques, environnement, économie, terrassement, chaussées, acoustique, etc.)

- Les pièces non contractuelles destinées au jugement de l'offre :

- Le détail estimatif : cadre ci-joint à compléter sans modification ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre du bordereau des prix.

3-1.3. Fourniture de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP ;
- Les certificats fiscaux et sociaux ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail ;
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-7.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché. A défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

L'attributaire pressenti n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figure dans le dossier de candidature, toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

L'attributaire pressenti n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements déjà transmis au pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique dans sa candidature, les documents concernés ainsi que la référence de la consultation pour laquelle les documents ont déjà été transmis.

3-2. Variantes

Sans objet.

ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

En cas de candidatures incomplètes, le pouvoir adjudicateur demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies de l'article L.2152-1 à L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le RPA examinera l'offre de base des candidats pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.

Critère d'attribution	Pondération
Valeur technique au regard du mémoire technique détaillant les compétences du candidat et les modalités qu'il propose pour réaliser les prestations	40 %
Le prix des prestations sera apprécié au vu du détail estimatif fourni à titre indicatif par le pouvoir adjudicateur et valorisé par le candidat	60 %

Critère Valeur technique :

Le critère « valeur technique » sera noté sur 40 points en se basant sur le mémoire technique, avec deux sous critères :

- les compétences présentées (20 points) : organisation générale de l'équipe projet, répartition des tâches, curriculum vitae des différents intervenants pressentis, description de l'ensemble des compétences techniques et pluridisciplinaires mobilisables (géométrie de la route, ouvrages d'art, géotechniques, hydrauliques, environnement, économie, terrassement, chaussées, acoustique, etc.), formations qualifications et expérience des collaborateurs, références de l'entreprise dans le domaine concerné et avec les sous-traitants identifiés, engagement de l'entreprise dans une démarche qualité

- la note méthodologique (20 points): description des principales mesures prévues pour assurer la mission, des modalités de contrôle et de cohérence proposées pour réaliser les prestations, l'adéquation entre les temps passés et la teneur des contrôles. Le candidat explicitera les modalités mises en œuvre pour contrôler les dossiers, présentera les grilles et fiches de contrôles

utilisées. Les délais de rendu de remise de rapports seront précisés, que ce soit pour les dossiers que les sous-dossiers. De plus, le candidat devra expliciter de façon claire et détaillée le fonctionnement du contrôle interne mis en œuvre pour réaliser le contrôle extérieur demandé : description du plan de contrôle interne amont à chaque production et des différentes phases de contrôles (autocontrôle, vérification, approbation), description des modalités et moyens humains mis en place pour assurer la lecture globale et transversale par un tiers, hors équipe de production des différents avis techniques. Ce contrôle interne devra être systématique avant tout rendu du contrôle extérieur de chaque dossier ou sous-dossier, et ce quel que soit le type de contrôle demandé.

Pour ce faire, des dossiers d'études et de consultation des entreprises du projet d'aménagement de la RN164 dans le secteur de Merdrignac section Est sont détaillés en annexes du DCE et serviront d'exemples pour que le candidat puisse apprécier les caractéristiques des dossiers à contrôler, qui ne sont pas encore produits.

L'offre technique la meilleure, c'est-à-dire celle qui aura obtenu le plus grand nombre de points sur le total des sous-critères, obtiendra la note de 40 points. Les autres offres obtiendront une note égale à :

$40 \cdot (P/P_{\max})$ où :

- P est le nombre de points obtenus sur le total des sous-critères de l'offre considérée
- P_{\max} est le nombre de points obtenus sur le total des sous-critères avant pondération de l'offre technique la meilleure.

Critère Prix des prestations :

Pour juger le critère « Prix des prestations », il est demandé aux candidats de remplir le cadre de détail estimatif joint. Le cadre du détail estimatif comprend 4 parties (dossier d'études préalables à la DUP, dossier d'études de conception détaillée de niveau Projet, dossier de demande d'Autorisation Environnementale, DCE travaux), relatives à un seul projet (Aménagement de la RN164 dans le secteur de Merdrignac section EST). Les dossiers à contrôler en tant que tels ne sont pas fournis dans le cadre de la présente consultation. Il est demandé aux candidats de formuler leur proposition sur les quantités suivantes estimées, mais non garanties, de demandes de contrôles extérieurs attendus dans le cadre du marché :

- le contrôle de 3 dossiers d'études préalables à la DUP
- le contrôle de 4 dossiers d'études de conception détaillée de niveau Projet
- le contrôle de 4 dossiers de demande d'Autorisation Environnementale
- le contrôle de 5 DCE travaux

Le contrôle d'un dossier complet inclut de fait le contrôle de chaque sous-dossier.

Le contenu des études est décrit dans l'instruction technique (Annexes)

Sur la base du détail estimatif, chaque offre se verra attribuer une note sur 60 calculée comme suit :

L'offre la moins élevée obtiendra la note de 60 points. Les autres offres obtiendront une note égale à :

$60 \cdot (1 - (M - \text{Min}) / \text{Min})$ où :

- Min est le montant de l'offre la moins élevée ;
- M est le montant de l'offre considérée.

Toute offre dont le montant est supérieur à deux fois le montant minimal des offres obtiendra la note de 0.

Suite à l'analyse des offres effectuée selon les deux critères de choix fixés, le classement final des offres est obtenu en totalisant pour chaque offre les 2 notes pondérées, selon la formule suivante (sans décimale avec arrondi supérieur) :

Note finale (/100 points) = note critère prix (/60 points) + note critère technique (/40 points)

L'offre de l'entreprise affectée du plus grand total de points obtient donc le meilleur classement selon les deux critères de jugement. Elle est ainsi jugée mieux-disante.

Dans le cas où des candidats seraient classés ex-æquo, ils seront départagés en prenant en compte l'offre la mieux placée selon le critère prépondérant, c'est-à-dire le critère prix.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du bordereau des prix sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce bordereau des prix seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du bordereau des prix qui sera pris en compte.

En cas de discordance constatée dans le détail estimatif, les indications portées sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en compte.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

4-3. Nombre de candidats retenus et attribution des bons de commandes

Trois candidats au maximum ayant formulé les offres économiquement les plus avantageuses seront retenus dans le cadre de la présente procédure.

Aucune remise en concurrence ne sera effectuée pour l'attribution des bons de commande.

La méthode d'attribution des commandes est la suivante :

Le titulaire de rang 1 se verra notifier le bon de commande s'il remplit ces deux conditions :

- il n'intervient pas au titre du contrôle intérieur de l'(des) entreprise(s) chargée(s) de l'exécution des dossiers d'études ou des dossiers de consultation des entreprises à contrôler.
- il n'a pas de lien juridique permanent et/ou financier avec l'(les) entreprise(s) visée(s) ci-dessus, ni avec le bureau d'études chargé de son (leur) contrôle intérieur.

À cet effet, le titulaire adresse une attestation sur l'honneur portant sur ces conditions vis-à-vis des prestations concernées par le bon de commande. Les attestations seront à retourner au RPA.

Ces deux conditions s'appliquent également aux sous-traitants du titulaire du présent marché.

Dans le cas où le titulaire de rang 1 ne peut pas assurer la prestation demandée, le bon de commande sera notifié au titulaire de rang 2, sous réserve du respect des mêmes conditions, voire au titulaire de rang 3 si le second fait également défaut.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

L'offre sera remise obligatoirement par échange électronique.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

L'offre sera remise obligatoirement par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence DREAL-BZH-DMMO-CTRLEXT ETUDES.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;

- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé .

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation. La trace de malveillance sera conservée. Le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté. **L'enveloppe** portera l'adresse et mentions suivantes :

Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du
Logement Bretagne
Service IST/DMMO
L'Armorique
10 rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES Cedex

Copie de sauvegarde pour : Contrôle extérieur des dossiers d'études ou des
dossiers de consultation des entreprises réalisés dans le cadre des projets
routiers de la DREAL Bretagne

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat(*) :

« NE PAS OUVRIR »

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il

contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation ([<http://www.marches-publics.gouv.fr>]) sous la référence précisée au 5-1 .

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme, à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.